

Communiqué de presse

L'industrie automobile doit répondre aux besoins de la société, pas alimenter les profits de guerre !

Les récentes annonces de Renault, Forvia ou encore Valeo concernant leur implication dans la filière des drones, ouvrent un débat essentiel sur l'avenir de notre industrie.

Pour la FTM-CGT, il est indispensable de préparer l'avenir de la filière automobile. Les salariés possèdent des qualifications exceptionnelles en électronique, mécanique, batteries, motorisations électriques, intelligence embarquée et production de grande série. Ces savoir-faire doivent être préservés et développés.

Oui, la diversification industrielle est une nécessité. Mais cette diversification ne doit en aucun cas servir de prétexte au démantèlement de la filière automobile. Les nouvelles productions doivent venir en complément de l'activité automobile, afin de garantir les emplois, maintenir les usines et préserver l'ensemble des compétences industrielles sur le territoire.

La France manque aujourd'hui d'une véritable politique industrielle tournée vers les besoins de la population.

Les catastrophes climatiques se multiplient. Les incendies de forêts ravagent chaque été des milliers d'hectares. L'agriculture est confrontée aux parasites, aux maladies des cultures, aux épisodes de sécheresse et aux conséquences du changement climatique.

Dans tous ces domaines, les drones civils peuvent constituer une réponse utile. Ils permettent la détection précoce des départs de feu, la surveillance des massifs forestiers, l'appui aux services de secours, le suivi des cultures, la cartographie des parcelles, l'identification des maladies, la réduction des traitements phytosanitaires ou encore la protection de l'environnement.

Voilà des productions porteuses de sens, créatrices d'emplois qualifiés et répondant à des besoins d'intérêt général.

La FTM-CGT revendique donc un plan national de développement d'une filière française des drones civils, s'appuyant sur les capacités industrielles de la filière automobile.

En revanche, nous dénonçons la course actuelle vers la production d'armements par des groupes privés dont l'objectif premier demeure la rémunération des actionnaires. Les guerres provoquent chaque jour des milliers de victimes civiles, des destructions massives et des déplacements de populations. Dans ce contexte, voir de grands groupes privés faire de la guerre un nouveau marché est profondément choquant.

La défense nationale est une responsabilité de l'État.

Si notre pays estime nécessaire de produire des équipements militaires pour assurer sa souveraineté, cette mission doit relever d'une filière publique de défense, sous maîtrise publique, avec des objectifs de sécurité nationale et non de rentabilité financière. La sécurité d'un pays ne peut être abandonnée aux logiques du marché. Il n'est pas acceptable que les dividendes des actionnaires soient financés par l'économie de guerre. **La FTM-CGT refuse que les salariés de l'automobile deviennent les instruments d'une stratégie dont les principaux bénéficiaires seraient les marchés financiers.**

Communiqué de presse

Nous défendons, au contraire, une autre ambition industrielle :

- Une industrie qui produit pour protéger la population contre les catastrophes naturelles ;
- Une industrie qui accompagne la transition écologique ;
- Une industrie qui apporte des solutions aux agriculteurs ;
- Une industrie qui maintient les emplois industriels en France ;
- Une industrie qui investit dans la recherche, l'innovation et les technologies utiles à la société.

La France dispose des compétences, des ingénieurs, des techniciens et des ouvriers qualifiés pour construire cette ambition. Encore faut-il faire le choix politique de mettre l'industrie au service de l'intérêt général plutôt qu'au service des profits.

La FTM-CGT appelle le gouvernement à ouvrir un véritable débat national sur la politique industrielle française.

Nous revendiquons :

- Le maintien et le développement de la filière automobile sur l'ensemble du territoire ;
- Une diversification industrielle tournée vers les productions civiles, notamment les drones destinés à la prévention des incendies, à l'agriculture, à la protection de l'environnement, à l'inspection des infrastructures et aux missions de sécurité civile ;
- La création d'une véritable filière publique de défense, garantissant la souveraineté nationale sans livrer ce secteur stratégique aux intérêts financiers privés ;
- Une politique industrielle fondée sur l'emploi, les qualifications, les salaires, la recherche et les besoins de la population.

Parce que l'industrie doit servir le progrès humain, pas les profits de la guerre !

Montreuil, le 8 octobre 2026

Contact presse
Denis BREANT
06.87.62.51.79